
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 – 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DE CRÉDIT 2015-2016
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 1) Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
- 2) Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
- 3) Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
- 4) Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.
- 5) Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.
- 6) Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.
- 7) Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014 avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.
- 8) Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014 pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.
- 9) Personnel affecté au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats, depuis le 23 avril 2014, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
- 10) Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.
- 11) Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 23 avril 2014, avec pour chacun :
 - a) la durée;
 - b) le salaire total versé;
 - c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DE CRÉDIT 2015-2016
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 12) Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014
- 13) Depuis le 23 avril 2014, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associés, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.
- 14) Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, sous-ministres associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.
- 15) La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.
- 16) Pour chacune des campagnes publicitaires imputées aux crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :
- objet;
 - coût;
 - clientèle visée;
 - moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée);
 - nom de la firme et ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne;
 - firme responsable du placement média;
 - et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?
- 17) Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.
- 18) Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.
- 19) La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.
- 20) Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et Claude Montmarquette afin qu'ils puissent remplir le mandat leur ayant été confié par le gouvernement au printemps 2014 concernant l'état des finances publiques.

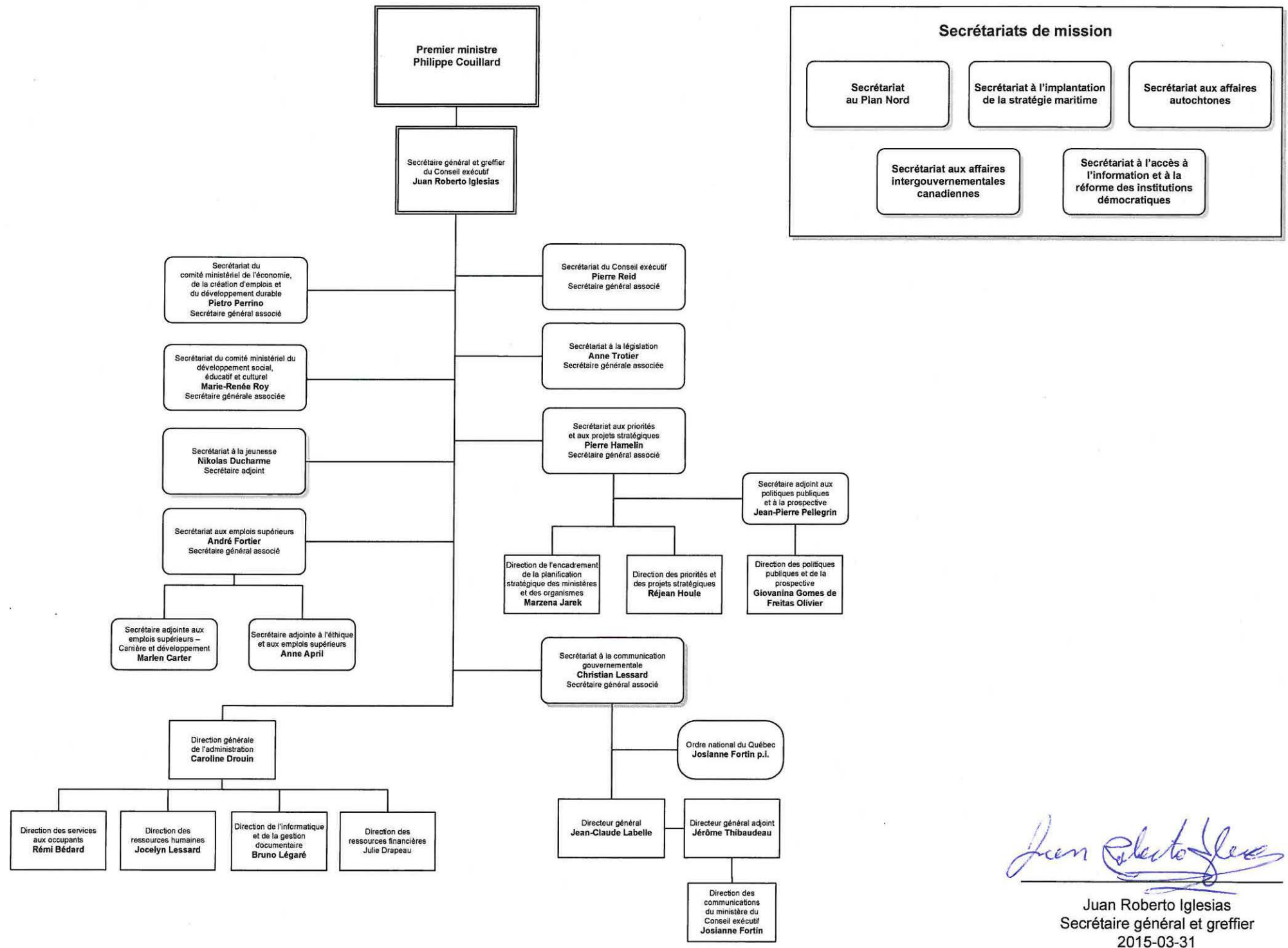
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DE CRÉDIT 2015-2016
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 21) Concernant la Politique économique Priorité emploi : mesures maintenues pour 2015-2016 et les budgets accordés.
- 22) Stratégie d'électrification des transports : mesures maintenues pour 2015-2016 et les budgets accordés.
- 23) Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2014-2015 qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis.
- 24) Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2015-2016.
- 25) Coût du rapatriement de l'ensemble des communications sous le parapluie du Conseil exécutif.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

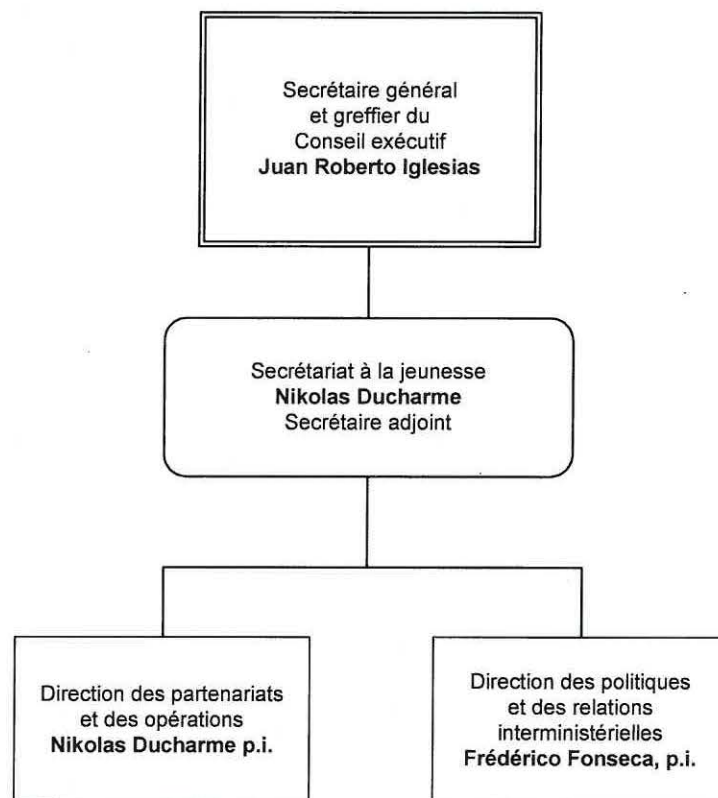
L'organigramme se trouve à la page suivante.



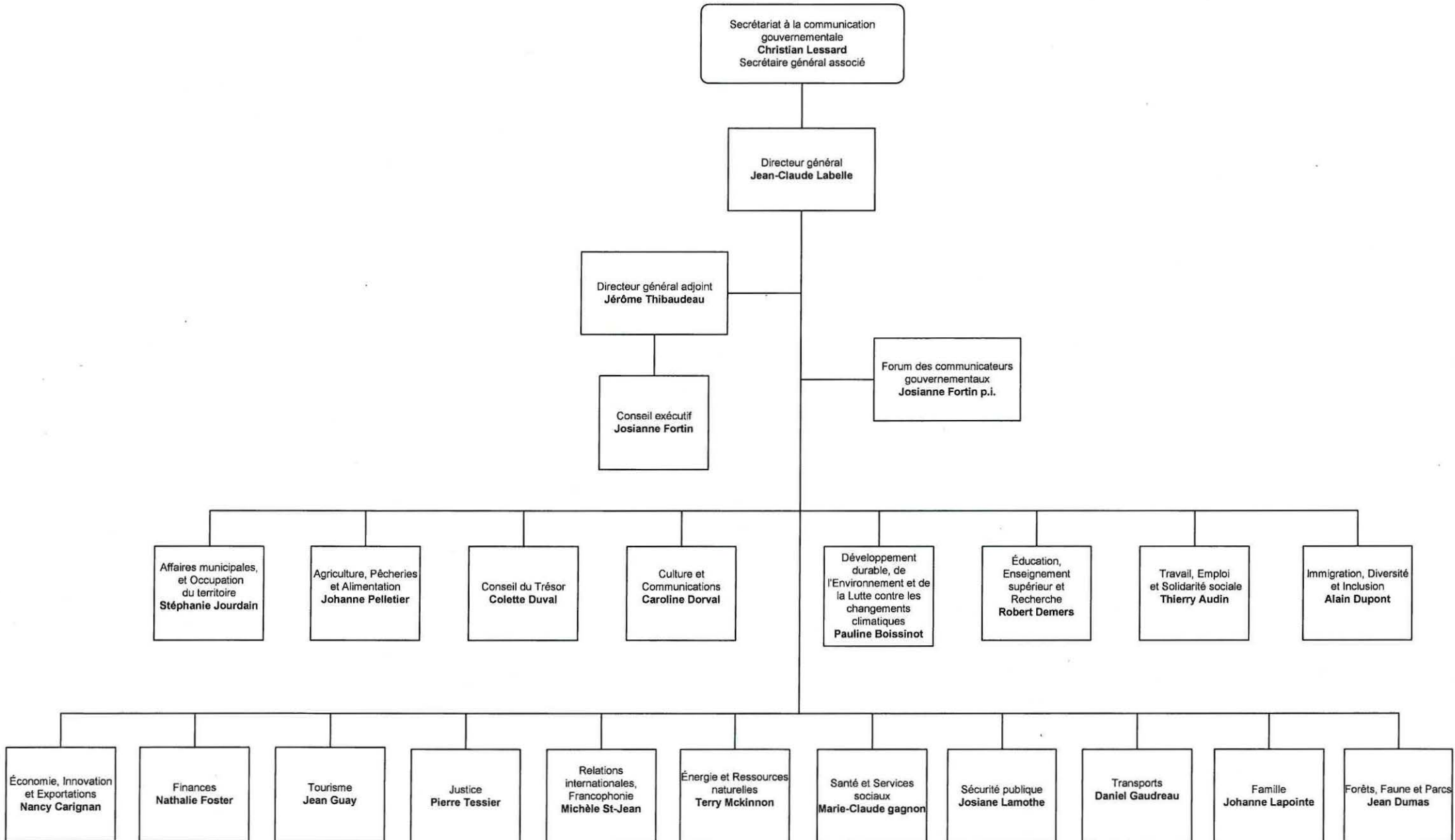
Juan Roberto Iglesias

Juan Roberto Iglesias
Secrétaire général et greffier
2015-03-31

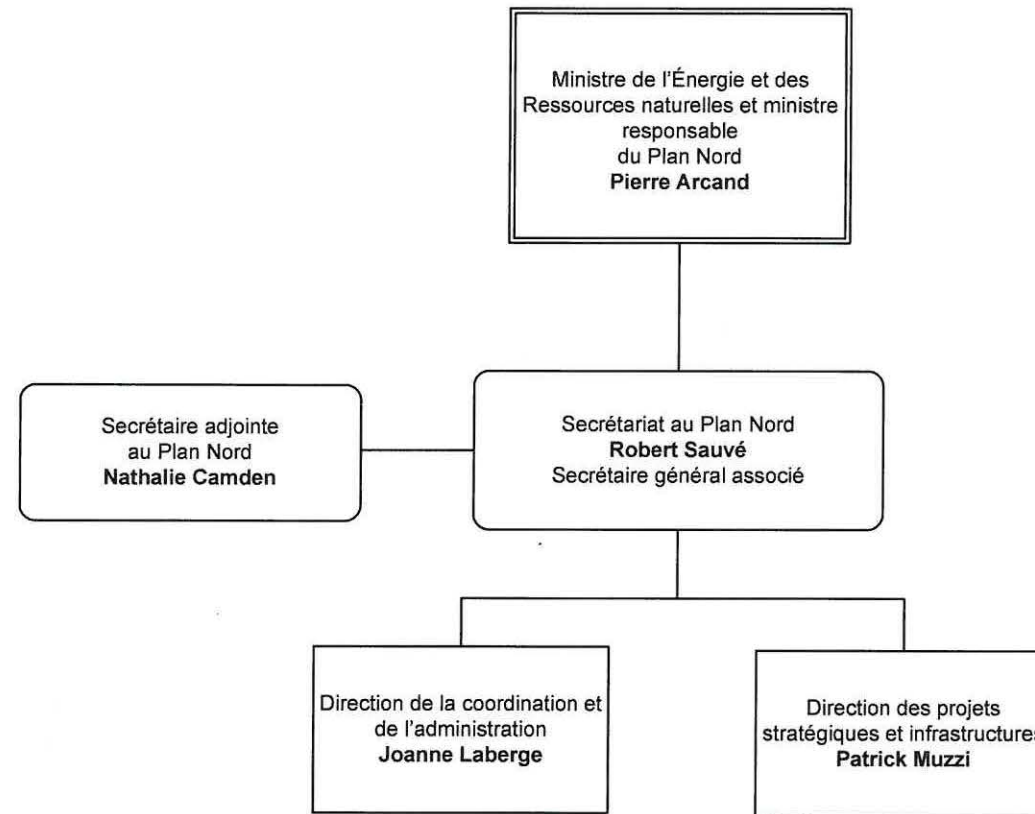
Secrétariat à la jeunesse



Secrétariat à la communication gouvernementale

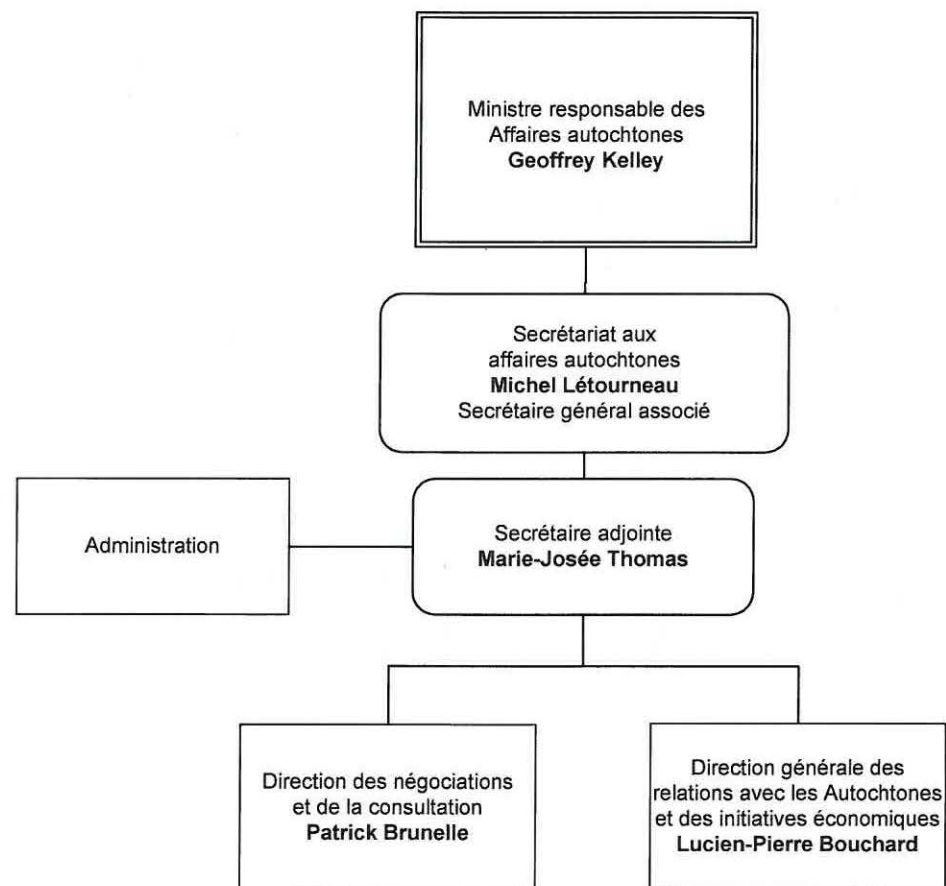


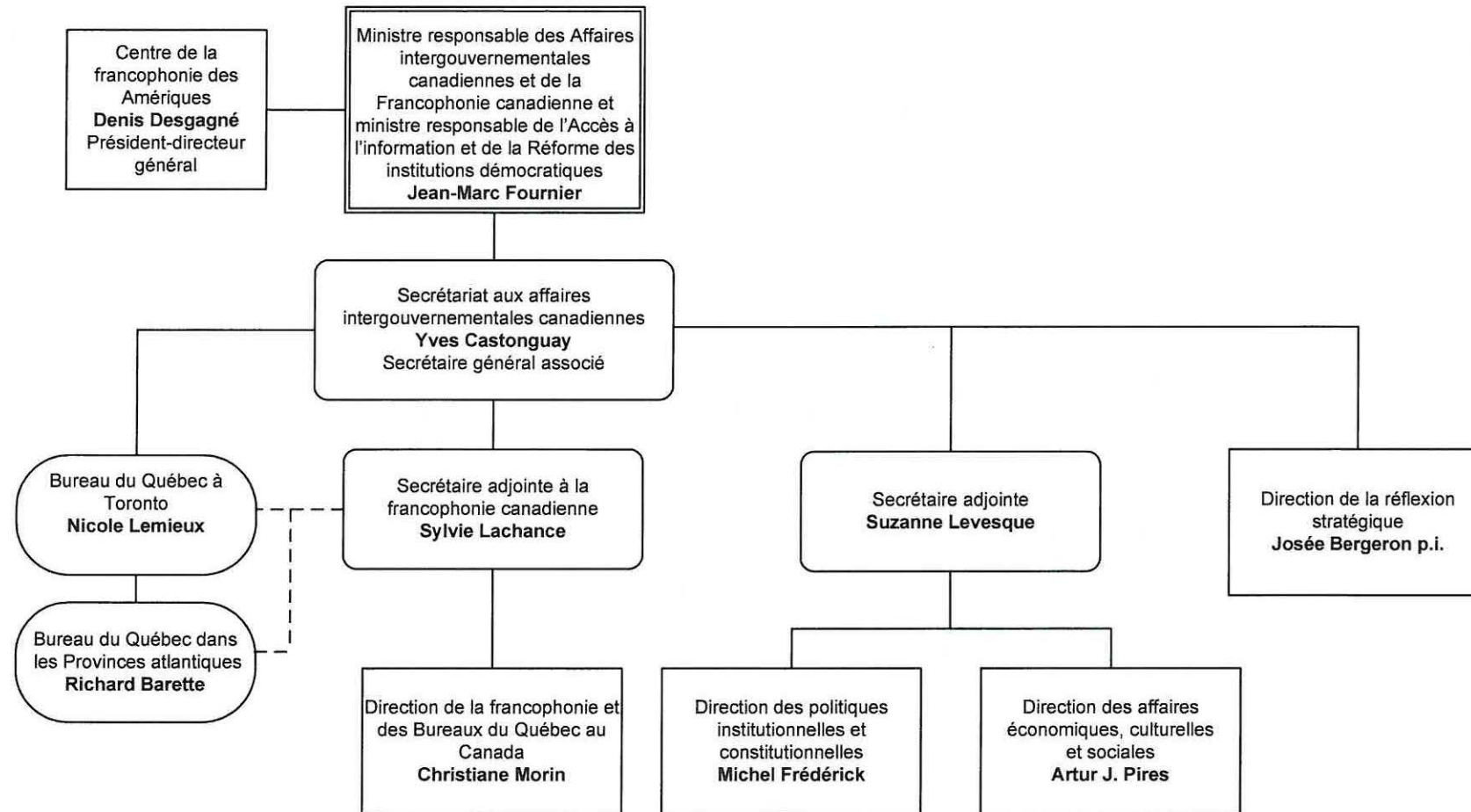
Secrétariat au Plan Nord

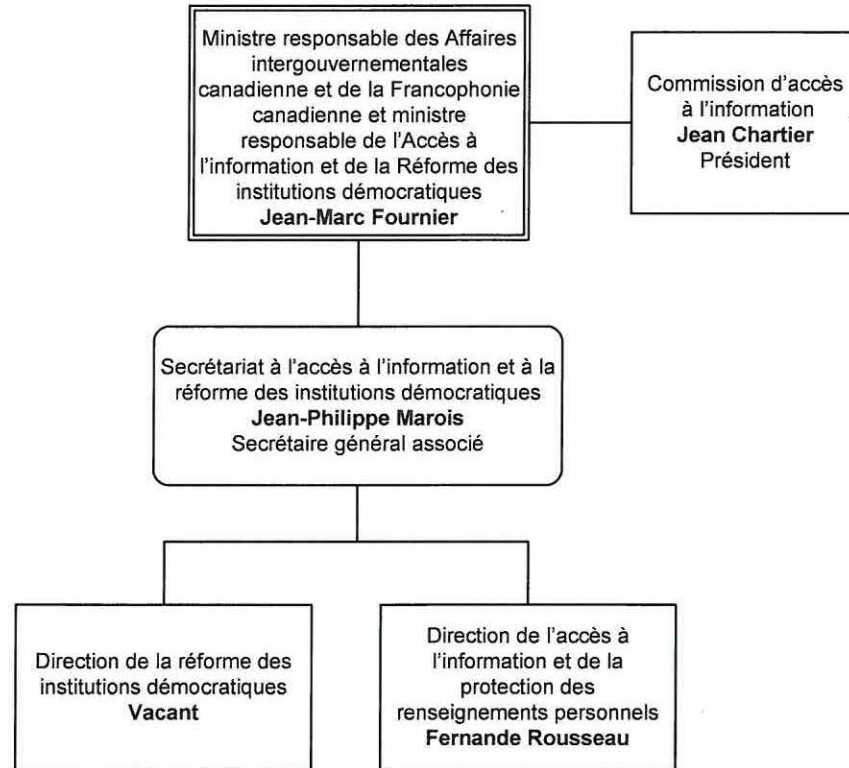


Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime









MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

<p>Comité de direction du partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon (CDP)</p> <p>Objectifs à l'égard du CDP :</p> <p>1. Dans le cadre d'une démarche d'optimisation du partenariat, développer une plus grande cohérence par l'adoption d'une vision commune ainsi qu'identifier et mettre en oeuvre des solutions simples, concrètes et graduelles à court terme aux problèmes identifiés par le gouvernement, la Fondation et les intervenants sur le terrain.</p> <p>2. Proposer des recommandations quant aux suites à donner au partenariat actuel sur la base de réflexions sur le partenariat dans son ensemble.</p> <p>MANDAT :</p> <p>Établir les grandes orientations stratégiques communes pour le partenariat, définir les résultats attendus, convenir des indicateurs à retenir et en assurer le suivi.</p> <p>Approuver et assurer le suivi de la démarche d'optimisation.</p> <p>Définir un mandat d'évaluation.</p> <p>Définir un cadre conjoint portant sur les communications concernant le partenariat dans son ensemble.</p> <p>Réfléchir sur le partenariat entre le gouvernement et la Fondation en soi.</p> <p>Assurer l'adhésion des parties prenantes et la gestion du changement.</p> <p>MEMBRES POUR LA PARTIE GOUVERNEMENTALE :</p> <p>La secrétaire générale associée responsable du SCMDSEC (MCE);</p> <p>La sous-ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR);</p> <p>Le sous-ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS);</p> <p>La sous-ministre de la Famille (MFAM);</p> <p>Le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux (MSSS);</p> <p>Le secrétaire adjoint à la Jeunesse (MCE).</p> <p>MEMBRES POUR LA FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON</p> <p>Le président;</p> <p>Le vice-président Stratégie et Partenariats;</p> <p>La vice-présidente Gouvernance, Risque et Performance;</p> <p>Le conseiller principal Performance.</p>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

<p>Nombre de rencontres : 4 (27 juin, 26 septembre, 31 octobre et 8 décembre 2014)</p> <p>Résultats atteints</p> <p>Le CDP a été mis en place en juin 2014, afin d’établir une gouvernance plus intégrée entre le gouvernement et la Fondation relativement à trois ententes conclues entre ces derniers depuis 2007 en matière de persévérance scolaire, de saines habitudes de vie et de développement des jeunes. Des travaux conjoints ont été réalisés à l'automne 2014. Ces derniers sont maintenant complétés et les partenaires financiers continuent à travailler ensemble dans chacune des ententes.</p>
--

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 42 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.

Aucune nouvelle directive n'a été émise par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Salaires, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.

1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015	SALAIRE TOTAL VERSÉ (\$)	BONI TOTAL VERSÉ (\$)
	5 276 450	-

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 7 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

La réponse à cette question est incluse à la question 3 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Personnel affecté au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 23 avril 2014, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

PROGRAMME 2 - SERVICE DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF			
DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015			
	FONCTIONNAIRES	PROFESSIONNELS	CADRES
	9	19	6
	Québec	Québec et Montréal	Québec et Montréal
	33 001 à 49 785	39 843 à 75 538	83 640 à 127 857

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.

NOM, PRÉNOM	TITRE DU POSTE	ALLOCATION TOTALE VERSÉE (\$)	MONTANT ÉQUIVALENT AU PRÉAVIS PAYÉ (\$)
Côté, Michel	Délégué général du Québec à Munich	42 419	26 737 *
Émond, Caroline	Déléguée générale du Québec à Bruxelles	26 866	3 856 *
Le Lay, Richard Yves	Chef de poste du Bureau du Québec à Ottawa	32 710	26 300 *
Paquet, Stéphane	Délégué général du Québec à Londres	28 794	3 856 *
Létourneau, Michel	Membre et président de la Régie du cinéma	109 250	34 683

* Note : Certains titulaires sont demeurés en poste pendant une partie du préavis de 3 mois. Ce dernier a été payé partiellement afin de compléter le préavis de 3 mois.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 11. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 23 avril 2014, avec, pour chacun :**
- a. la durée;**
 - b. le salaire total versé;**
 - c. la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.**

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 752 (au 31 mars 2014) à 730 (au 28 février 2015), soit une diminution de 22 titulaires représentant une baisse de 2,9 %.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Depuis le 23 avril 2014, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.

28 FÉVRIER 2015		
MINISTÈRES	NOMBRE	MASSE SALARIALE (\$)
Sous-ministre	27	5 429 125
Sous-ministre associé ou adjoint	109	18 329 585
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	14	2 020 904
TOTAL	150	25 779 614

ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)	NOMBRE	MASSE SALARIALE (\$)
Présidents	126	21 846 413
Vice-présidents	89	13 494 556
Membres et secrétaires	365	48 576 704
TOTAL	580	83 917 673

GRAND TOTAL	730	109 697 287
--------------------	------------	--------------------

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.

	DU 1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
MINISTÈRES	
Sous-ministres	21
Sous-ministres associés ou adjoints	49
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	7
TOTAL	77
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	41
Vice-présidents	20
Membres et secrétaires	53
TOTAL	114
TOTAL GLOBAL	191

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

Secrétariat à la communication gouvernementale	
Beaumont, Ann Marie	Lessard, Christian
Belzile, Karine	Paquette, Sylvie
Bernard, Marie-Claude	Payeur, Chantal
Blais, André	Périgord-Bisson, Myriam
Bois, Olivier	Perron, Denis
Castro, Chantal-Sophie	Pichette, Geneviève
Charrette-Pépin, Fannie	Saint-Pierre, Hélène
Couture, Édith	Sauvé, Marie-Pier
DesChesnes, Johanne	Septembre, Patrick
Durocher, Anne-Marie	Tardif, Pierre
Fortin, Josianne	Tessier, Guillaume
Fortin, Stéphanie	Thibaudeau, Jérôme
Fraser, Caroline	Tremblay, Josée
Gadbois, Jocelyn	Tremblay, Pascal
Gagnon, Julie	Vézina, Justine
Gagnon, Samuel	
Giguère, Nathalie	
Gosselin, Jérôme	
Guérard, Émilie	
Labelle, Jean-Claude	
Lachance, Patrick	
Lapointe, Marc	
Laroche, Sophie	
Lepage, Manon	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :

- **objet;**
- **coût;**
- **clientèle visée;**
- **moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée);**
- **nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne;**
- **firme responsable du placement média;**
- **et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?**

<p>Le Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif ne réalise pas de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du ministère du Conseil exécutif (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.</p> <p>En 2014-2015, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :</p>	
MINISTÈRE / ORGANISMES	1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015 (\$)
Ministère du Conseil exécutif	332 000
Ministère de la Famille	325 000
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	112 500
Ministère de la Santé et des Services sociaux	300 000
TOTAL	1 069 500

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 2 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et Claude Montmarquette afin qu'ils puissent remplir le mandat leur ayant été confié par le gouvernement au printemps 2014 concernant l'état des finances publiques.

Aucun document n'a été remis à Luc Godbout et à Claude Montmarquette concernant l'état des finances publiques.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Concernant la Politique économique Priorité emploi : mesures maintenues pour 2015-2016 et les budgets accordés.

La politique économique Priorité emploi nécessitait des crédits budgétaires qui n'ont jamais été déposés ou votés.
Il n'est donc pas possible de faire le lien avec le budget accordé puisqu'il n'y en avait pas.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

22. Stratégie d'électrification des transports : mesures maintenues pour 2015-2016 et les budgets accordés.

La question relève du ministère des Transports qui est maintenant responsable du dossier de l'électrification des transports.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2014-2015, qui n'ont pas été reconduits en 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2015-2016.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. Les coûts du rapatriement de l'ensemble des communications sous le parapluie du Conseil exécutif.

Réponse: aucun